



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉDITION FÉVRIER 2016

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 11,0 % de la population active au T3 2015. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,2 point. Fin décembre 2015, le département compte 71 234 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une hausse de 3,7 % par rapport à fin septembre 2015 (+2 534 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 99 115, en hausse de 2,6 % par rapport à fin septembre 2015 (+2 478 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 50 511 (+2,7 % par rapport à fin septembre 2015, soit +1 346 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 48 604 (+2,4 % par rapport à fin septembre 2015, soit +1 131 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 11 154 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (+1,1 % par rapport à fin septembre 2015, soit + 125 demandeurs d'emploi) et 26 826 séniors de 50 ans et plus (+4,1 % par rapport à fin septembre 2015, soit +1 051 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 40 181, en hausse de 4,9 % par rapport à fin septembre 2015 (+1 893 demandeurs d'emploi).

A la fin du T3 2015, les Alpes-Maritimes comptent 259 751 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 900 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 253 709 (+0,2 %, soit + 498 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 6 042 (+7,1 %, soit + 402 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 31 387 emplois salariés marchands y compris intérim, en hausse de 215 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,7 %) : +137 emplois hors intérim et +78 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 23 413, en hausse de 102 (+0,4 %) : -185 emplois hors intérim et +287 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 204 742, en hausse de 553 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) : + 546 emplois hors intérim et +7 emplois intérimaires.

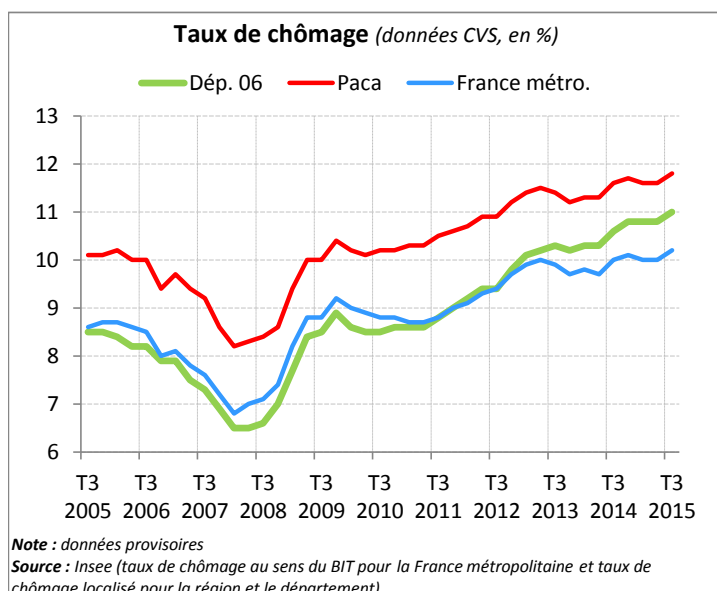
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 1 299 CUI et 257 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T3 2015 (soit respectivement + 130 et - 36 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T3 2015, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 3 454 bénéficiaires de CUI et 1 340 bénéficiaires d'emplois d'avenir (respectivement + 503 et + 139 qu'un an plus tôt). Par ailleurs, 117 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T3 2015, soit 21 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente, ce qui porte à 551 le nombre de contrats encore en cours à la fin du T3 2015 (280 de plus sur un an). Enfin, durant la campagne de juillet 2015 à novembre 2015, le département enregistre 2 788 contrats d'apprentissage, soit 132 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage et demande d'emploi (données CVS)					
Taux de chômage	11 %	T3 2015	+0,2 pt	T2 2015	Insee
Demandeurs d'emploi de catégorie A	71 234	Fin décembre 2015	+2 534	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	37 798	Fin décembre 2015	+1 625	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	33 437	Fin décembre 2015	+ 909	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	8 294	Fin décembre 2015	+ 106	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	20 018	Fin décembre 2015	+1 018	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	99 115	Fin décembre 2015	+2 478	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	50 511	Fin décembre 2015	+1 346	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	48 604	Fin décembre 2015	+1 131	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	11 154	Fin décembre 2015	+ 125	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	26 826	Fin décembre 2015	+1 051	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	40 181	Fin décembre 2015	+1 893	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	20 012	Fin décembre 2015	+ 921	Fin septembre	Pôle emploi, Dares
<i>Entrées</i>	31 212	T4 2015	+5,6 %	T3 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Sorties</i>	28 864	T4 2015	-1,0 %	T3 2015	Pôle emploi, Dares
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié marchand	259 751	Fin T3 2015	+ 900	Fin T2 2015	Insee
<i>Industrie y compris intérim</i>	31 387	Fin T3 2015	+ 215	Fin T2 2015	Insee, Dares
<i>Construction y compris intérim</i>	23 413	Fin T3 2015	+ 102	Fin T2 2015	Insee, Dares
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	204 742	Fin T3 2015	+ 553	Fin T2 2015	Insee, Dares
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)	1 299	T3 2015	+ 130	T3 2014	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI	3 454	Fin T3 2015	+ 503	Fin T3 2014	ASP
Embauches en emploi d'avenir	257	T3 2015	- 36	T3 2014	ASP
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	1 340	Fin T3 2015	+ 139	Fin T3 2014	ASP
Aides à l'embauche en contrat de génération	117	T3 2015	+21	T3 2014	Pôle emploi
Stock des aides à l'embauche en contrat de génération	551	Fin T3 2015	+ 280	Fin T3 2014	Pôle emploi
Contrats d'apprentissage	2 788	Campagne juillet 2015 - novembre 2015	- 132	Campagne juillet 2014 - novembre 2014	Dares

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Taux de chômage

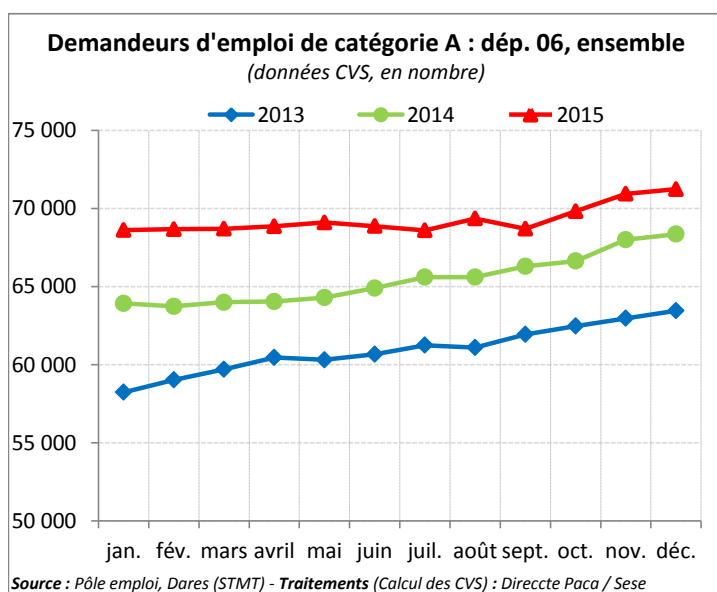


- Au T3 2015, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 11,0 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,2 point. Sur un an, il croît de 0,4 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 11,8 % de la population active au T3 2015. Par rapport au trimestre précédent, il hausse de 0,2 point. Sur un an, il croît de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 10,2 % de la population active au T3 2015. Par rapport au trimestre précédent, il hausse de 0,2 point. Sur un an, il croît de 0,2 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 71 234. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 3,7 % (+2 534 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 4,2 % (+2 878 demandeurs d'emploi).

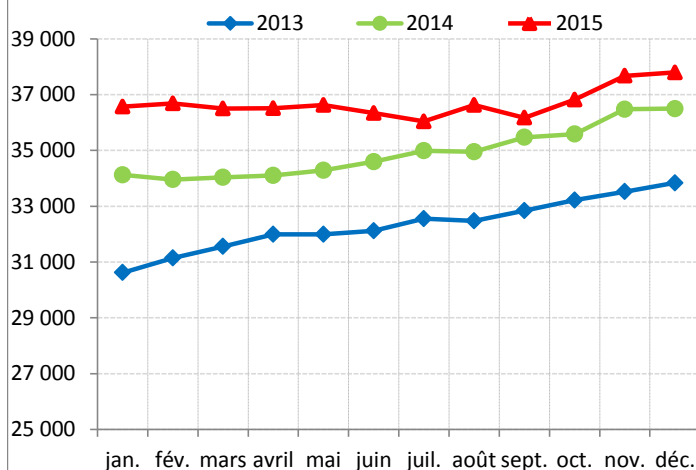
- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 328 605 fin décembre 2015, soit une hausse de 2,3 % par rapport à fin septembre 2015 (+7 392 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,4 % sur un an (+10 722 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 590 600 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,2 % par rapport à fin septembre 2015 (+42 800 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,6 % sur un an (+89 900 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, hommes

(données CVS, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

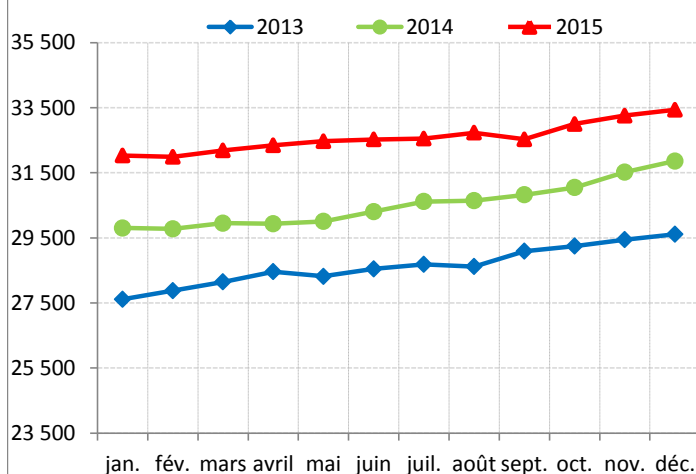
- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 37 798. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 4,5 % (+1 625 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,6 % (+1 300 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 173 463 fin décembre 2015, soit une hausse de 2,2 % par rapport à fin septembre 2015 (+3 752 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,5 % sur un an (+4 294 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 883 700 fin décembre 2015, soit une hausse de 0,6 % par rapport à fin septembre 2015 (+11 500 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,8 % sur un an (+32 400 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, femmes

(données CVS, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 33 437. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 2,8 % (+ 909 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,0 % (+1 578 demandeurs d'emploi).

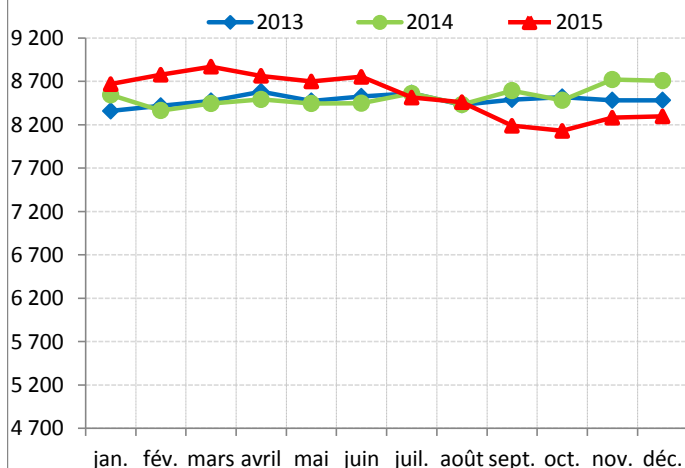
- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 155 142 fin décembre 2015, soit une hausse de 2,4 % par rapport à fin septembre 2015 (+3 641 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,3 % sur un an (+6 428 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 706 900 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,9 % par rapport à fin septembre 2015 (+31 300 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,5 % sur un an (+57 500 demandeurs d'emploi).

Âge des demandeurs d'emploi de catégorie A

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, moins de 25 ans

(données CVS, en nombre)

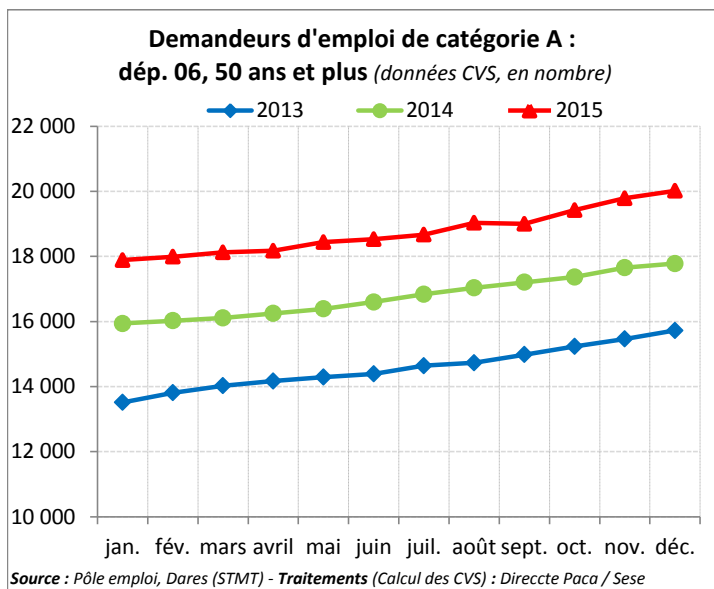


Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 8 294. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 1,3 % (+ 106 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 4,7 % (- 413 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 43 073 fin décembre 2015, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin septembre 2015 (+ 93 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,1 % sur un an (-1 837 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 524 200 fin décembre 2015, soit une baisse de 0,5 % par rapport à fin septembre 2015 (-2 600 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,0 % sur un an (-21 900 demandeurs d'emploi).

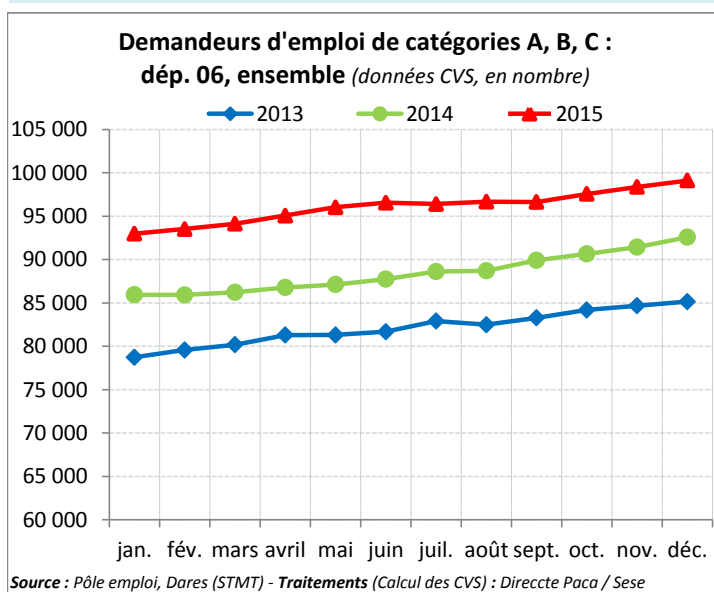


- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 20 018. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 5,4 % (+1 018 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 12,6 % (+2 239 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 85 103 fin décembre 2015, soit une hausse de 3,8 % par rapport à fin septembre 2015 (+3 101 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 10,1 % sur un an (+7 824 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 891 600 fin décembre 2015, soit une hausse de 2,2 % par rapport à fin septembre 2015 (+19 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 8,4 % sur un an (+68 800 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

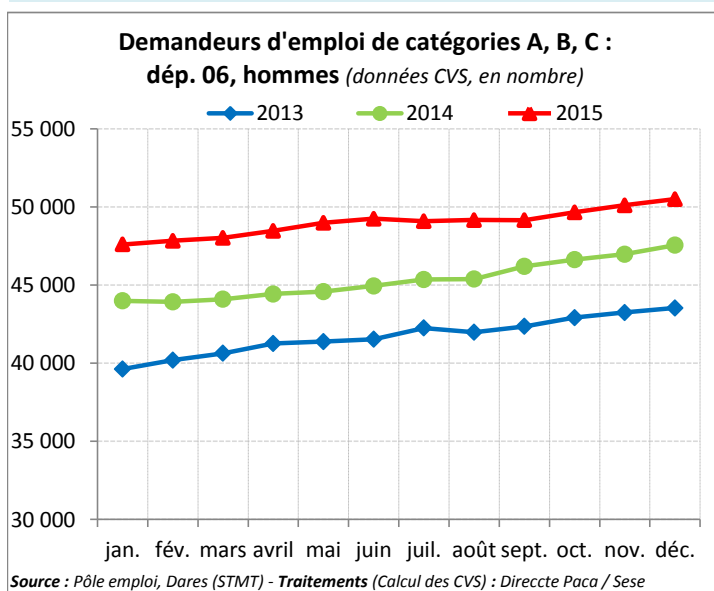


- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 99 115. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 2,6 % (+2 478 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,1 % (+6 546 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 472 270 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,6 % par rapport à fin septembre 2015 (+7 609 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,8 % sur un an (+25 680 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 475 700 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,0 % par rapport à fin septembre 2015 (+53 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,0 % sur un an (+259 700 demandeurs d'emploi).

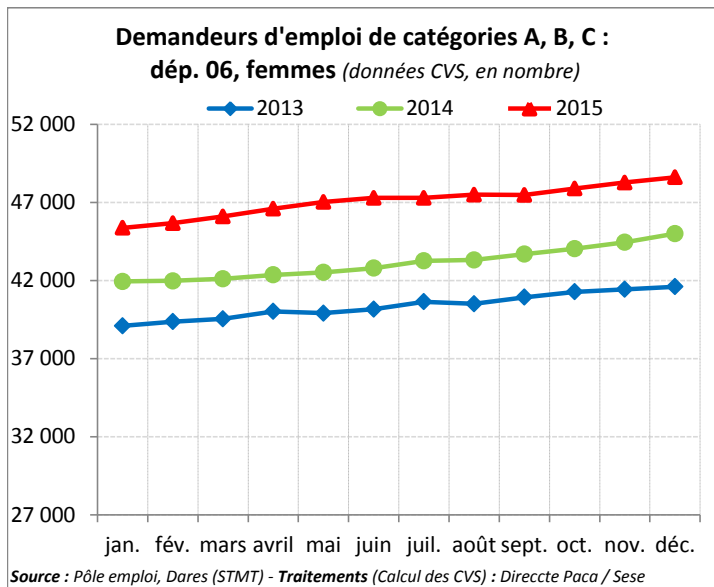
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 50 511. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 2,7 % (+1 346 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,2 % (+2 946 demandeurs d'emploi).

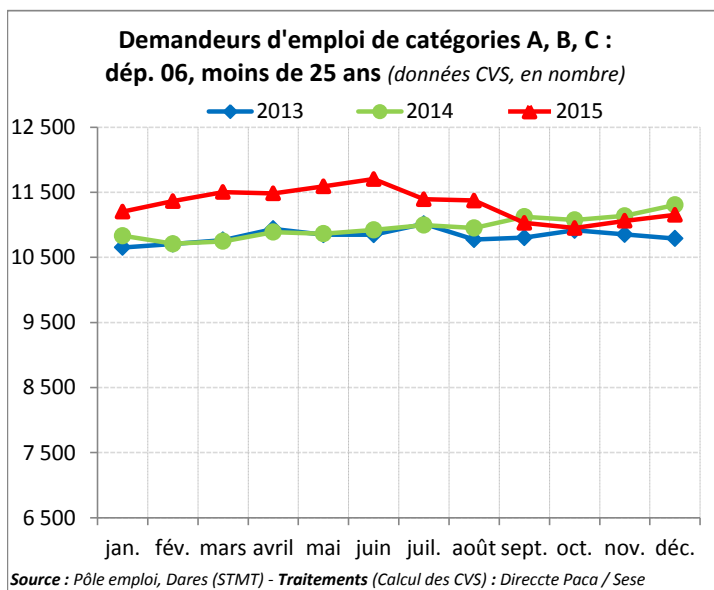
- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 239 041 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,7 % par rapport à fin septembre 2015 (+3 911 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,1 % sur un an (+11 537 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 728 100 fin décembre 2015, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin septembre 2015 (+20 100 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,3 % sur un an (+112 000 demandeurs d'emploi).

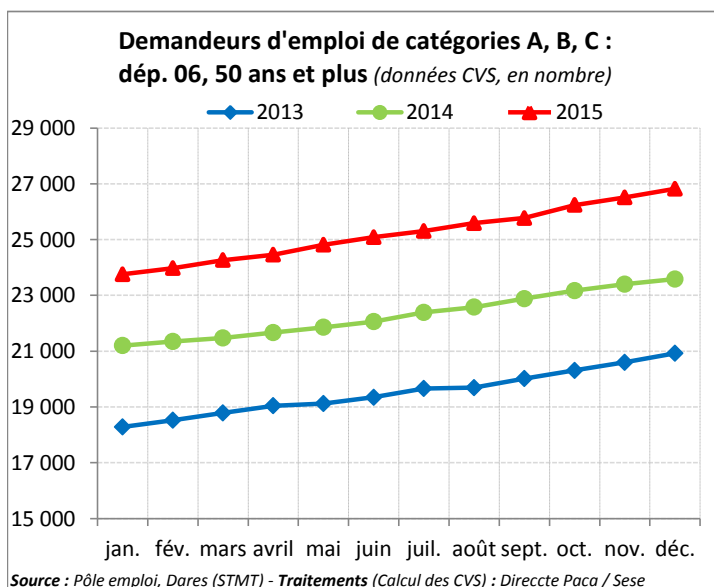


- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 48 604. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 2,4 % (+1 131 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 8,0 % (+3 600 demandeurs d'emploi).
- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 233 229 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,6 % par rapport à fin septembre 2015 (+3 698 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,5 % sur un an (+14 143 demandeurs d'emploi).
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 747 600 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,2 % par rapport à fin septembre 2015 (+32 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 5,7 % sur un an (+147 700 demandeurs d'emploi).

Âge des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

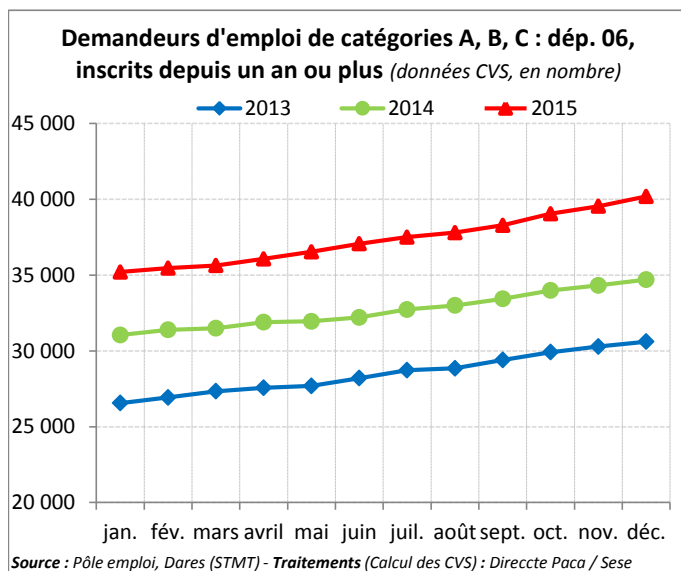


- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 11 154. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 1,1 % (+ 125 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,3 % (- 151 demandeurs d'emploi).
- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 60 525 fin décembre 2015, soit une hausse de 0,1 % par rapport à fin septembre 2015 (+ 69 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,0 % sur un an (- 581 demandeurs d'emploi).
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 787 500 fin décembre 2015, soit une baisse de 0,5 % par rapport à fin septembre 2015 (-4 300 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,5 % sur un an (-4 100 demandeurs d'emploi).



- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 26 826. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 4,1 % (+1 051 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 13,8 % (+3 247 demandeurs d'emploi).
- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 116 674 fin décembre 2015, soit une hausse de 2,8 % par rapport à fin septembre 2015 (+3 162 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 10,9 % sur un an (+11 463 demandeurs d'emploi).
- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 276 700 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,9 % par rapport à fin septembre 2015 (+24 200 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 9,5 % sur un an (+110 900 demandeurs d'emploi).

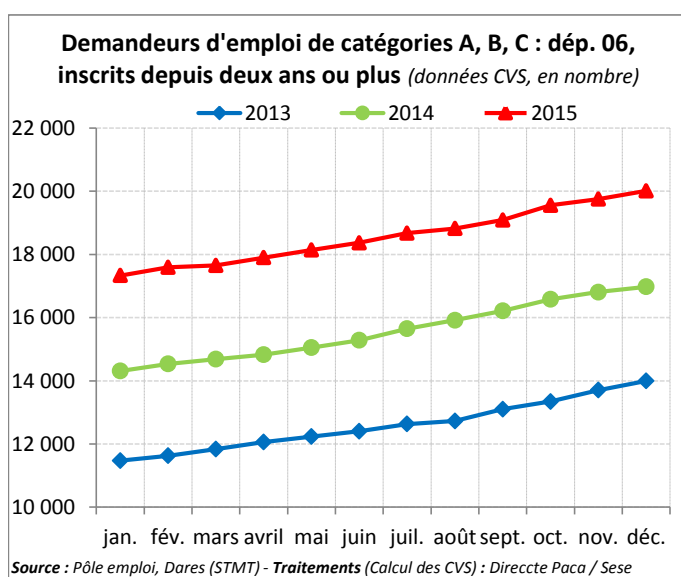
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 40 181. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 4,9 % (+1 893 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 15,8 % (+5 478 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 202 979 fin décembre 2015, soit une hausse de 2,7 % par rapport à fin septembre 2015 (+5 395 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 11,8 % sur un an (+21 429 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 466 400 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,6 % par rapport à fin septembre 2015 (+38 300 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 9,5 % sur un an (+214 100 demandeurs d'emploi).



- Fin décembre 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 20 012. Par rapport à fin septembre 2015, il est en hausse de 4,8 % (+ 921 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 17,9 % (+3 036 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 105 918 fin décembre 2015, soit une hausse de 2,5 % par rapport à fin septembre 2015 (+2 580 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 13,2 % sur un an (+12 348 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 347 200 fin décembre 2015, soit une hausse de 1,7 % par rapport à fin septembre 2015 (+21 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 11,0 % sur un an (+133 300 demandeurs d'emploi).

Entrées et de sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T4 2015	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	31 212	5,6	3,6
Paca	139 140	4,5	3,5
France métro.	1 514 900	1,8	0,0

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T4 2015, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 5,6 % par rapport au T3 2015. Sur un an, elles progressent de 3,6 %.

- En Paca, les entrées sont en hausse de 4,5 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en hausse de 1,8 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T4 2015	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	28 864	-1,0	4,6
Paca	129 738	-1,2	3,7
France métro.	1 458 200	0,1	2,9

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T4 2015, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 1,0 % par rapport au T3 2015. Sur un an, elles progressent de 4,6 %.

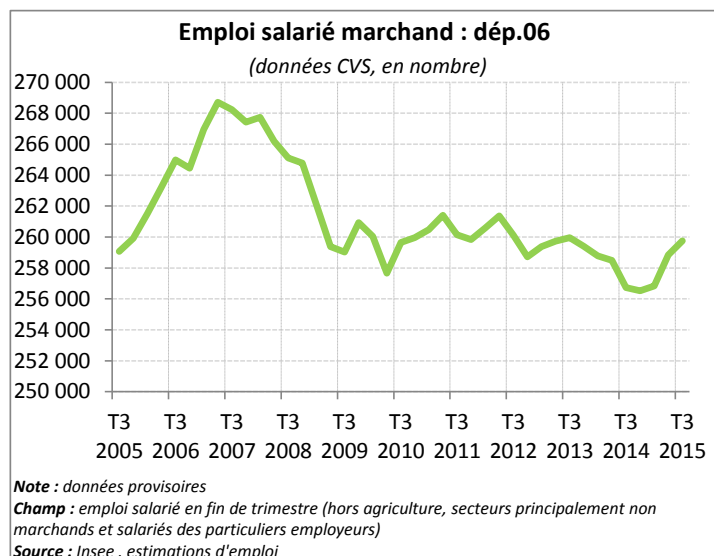
- En Paca, les sorties sont en baisse de 1,2 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 0,1 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Emploi

Emploi salarié marchand

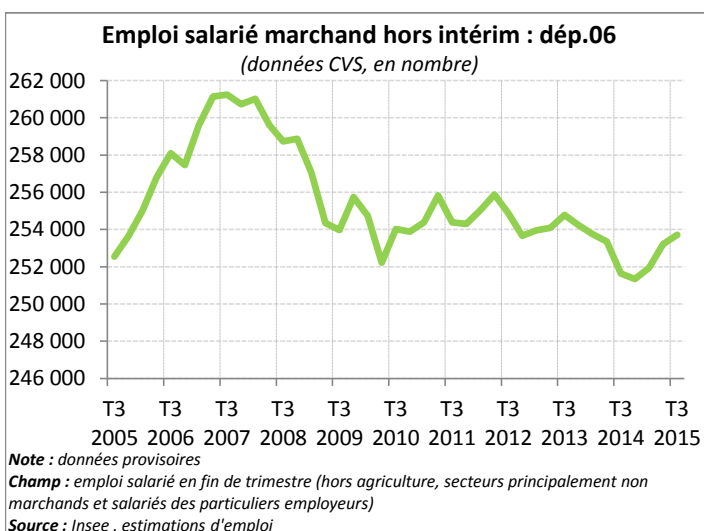
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T3 2015, les Alpes-Maritimes comptent 259 751 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 900 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) et 3 026 de plus qu'un an auparavant (+1,2 %).

- A la fin du T3 2015, Paca compte 1 109 262 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 1 931 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,2 %) et 6 888 de plus qu'un an auparavant (+0,6 %).

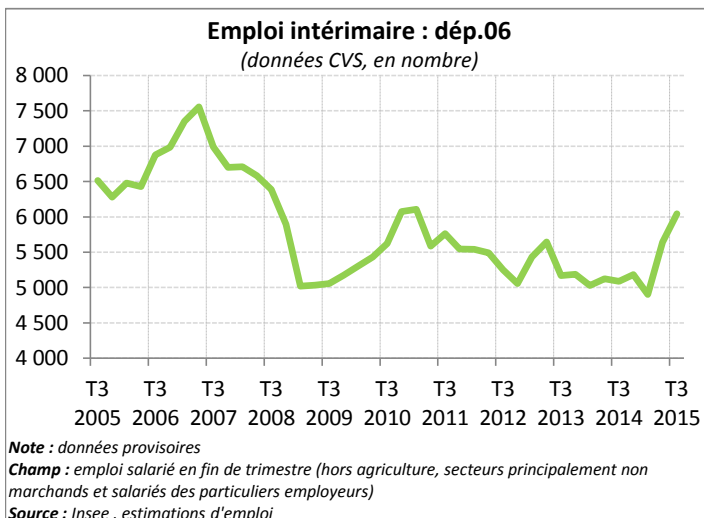
- A la fin du T3 2015, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 401 800. C'est 900 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,0 %) et 37 300 de plus qu'un an auparavant (+0,2 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 253 709 à la fin du T3 2015 dans les Alpes-Maritimes. C'est 498 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 2 072 de plus qu'un an auparavant (+0,8 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 074 520 à la fin du T3 2015. C'est 1 198 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) et 3 387 de plus qu'un an plus tôt (+0,3 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 14 835 600 à la fin du T3 2015. C'est 17 200 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) et 11 900 de moins qu'un an auparavant (-0,1 %).



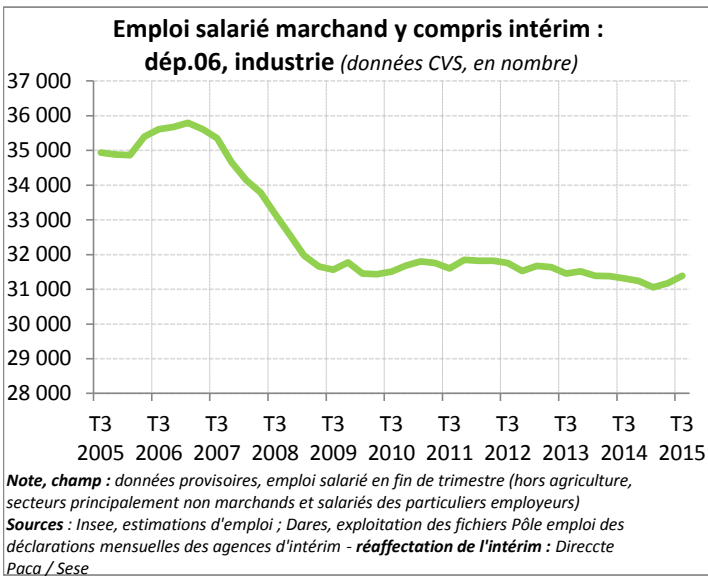
- A la fin du T3 2015, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 6 042 dans les Alpes-Maritimes. C'est 402 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+7,1 %) et 954 de plus qu'un an auparavant (+18,8 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 34 742 à la fin du T3 2015. C'est 733 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-2,1 %) et 3 501 de plus qu'un an auparavant (+11,2 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 566 200 à la fin du T3 2015. C'est 16 300 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+3,0 %) et 49 200 de plus qu'un an auparavant (+9,5 %).

Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

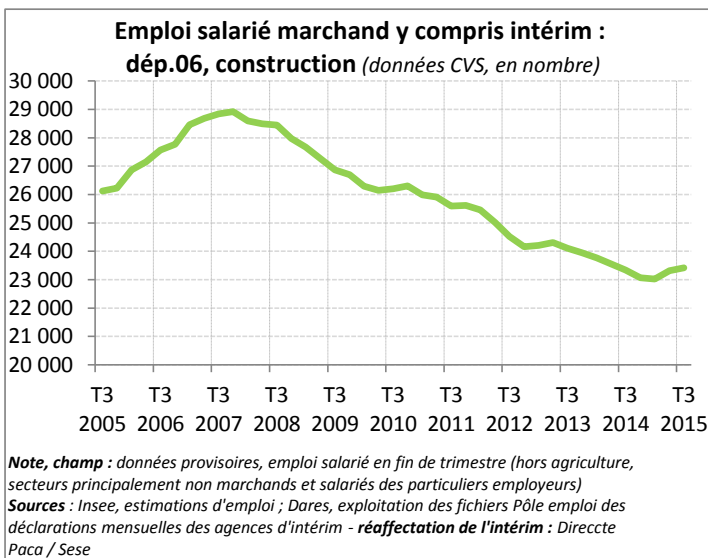
Afin de mieux apprécier les besoins totaux en ressources de main d'oeuvre par secteur d'activité, le Sese de la Direccte Paca a mis au point une méthode pour réaffecter les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. Celle-ci permet, comme pour l'emploi salarié total, de décomposer l'emploi salarié marchand par secteur d'activité entre, d'une part, l'emploi hors intérim et, d'autre part, l'emploi intérimaire.



- A la fin du T3 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 31 387. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 215 (+0,7 %) : +137 emplois hors intérim et +78 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 70 (+0,2 %).

- A la fin du T3 2015, Paca compte 163 530 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2015, ce nombre baisse de 704 (-0,4 %) : -232 emplois hors intérim et -472 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 798 (-0,5 %).

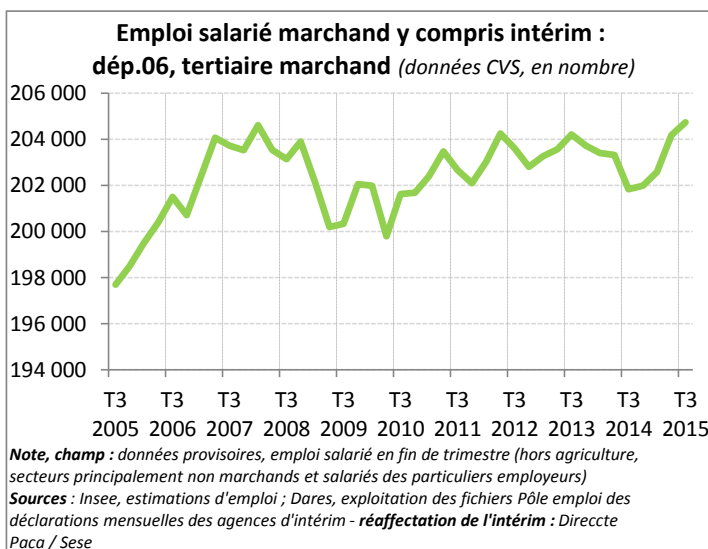
- A la fin du T3 2015, la France métropolitaine compte 3 358 500 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2015, ce nombre baisse de 6 000 (-0,2 %) : -14 600 emplois hors intérim et +8 602 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 21 800 (-0,6 %).



- A la fin du T3 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 23 413. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 102 (+0,4 %) : -185 emplois hors intérim et +287 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 72 (+0,3 %).

- A la fin du T3 2015, Paca compte 107 888 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2015, ce nombre baisse de 862 (-0,8 %) : -512 emplois hors intérim et -350 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 1 795 (-1,6 %).

- A la fin du T3 2015, la France métropolitaine compte 1 420 800 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2015, ce nombre baisse de 7 700 (-0,5 %) : -10 200 emplois hors intérim et +2 591 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 40 600 (-2,8 %).



- A la fin du T3 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 204 742. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 553 (+0,3 %) : +546 emplois hors intérim et +7 intérimaires. Sur un an, il progresse de 2 903 (+1,4 %).

- A la fin du T3 2015, Paca compte 836 699 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2015, ce nombre baisse de 465 (-0,1 %) : -454 emplois hors intérim et -11 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 9 448 (+1,1 %).

- A la fin du T3 2015, la France métropolitaine compte 10 609 000 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2015, ce nombre augmente de 12 200 (+0,1 %) : +7 600 emplois hors intérim et +4 513 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 98 500 (+0,9 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Contrats uniques d'insertion (CUI)

Embauches en CUI (y compris reconductions)

		T3 2015	T3 2014
Dép. 06	CUI	1 299	1 169
	CUI-CAE (non marchands)	1 037	1 092
	CUI-CIE (marchands)	262	77
Paca	CUI	7 073	6 013
	CUI-CAE (non marchands)	5 470	5 501
	CUI-CIE (marchands)	1 603	512
France métro.	CUI	100 557	83 450
	CUI-CAE (non marchands)	77 755	72 928
	CUI-CIE (marchands)	22 802	10 522

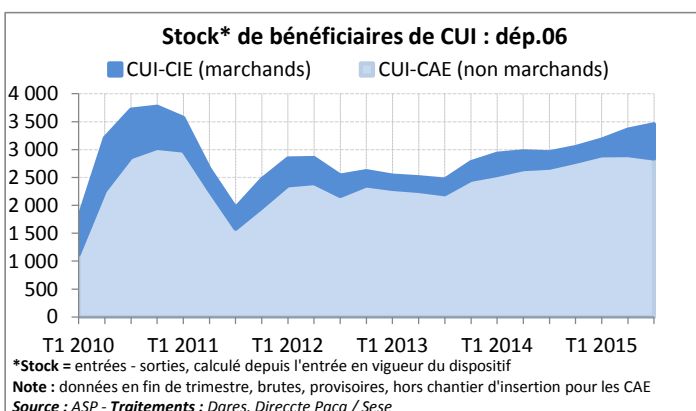
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T3 2015, dans les Alpes-Maritimes, 1 299 CUI sont signés ou reconduits, soit 130 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 7 073 CUI sont signés ou reconduits au cours du T3 2015, soit 1 060 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 100 557 CUI sont signés ou reconduits au cours du T3 2015, soit 17 107 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T3 2015, les Alpes-Maritimes comptent 3 454 bénéficiaires de CUI (dont 82 % dans le secteur non marchand), soit 503 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 23 004 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T3 2015, soit 3 813 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 255 424 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T3 2015, soit 38 228 de plus qu'un an auparavant.

Emplois d'avenir (EAV)

Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

		T3 2015	T3 2014
Dép. 06	EAV	257	293
	EAV non marchands	196	237
	EAV marchands	61	56
Paca	EAV	1 717	1 813
	EAV non marchands	1 394	1 466
	EAV marchands	323	347
France métro.	EAV	20 403	23 402
	EAV non marchands	15 947	18 629
	EAV marchands	4 456	4 773

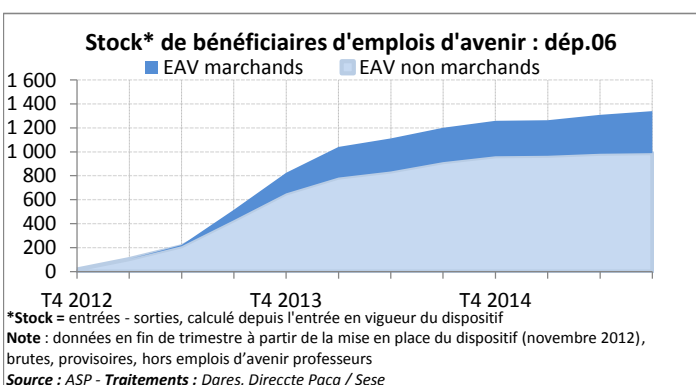
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T3 2015, dans les Alpes-Maritimes, 257 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 36 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 1 717 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T3 2015, soit 96 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 20 403 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T3 2015, soit 2 999 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T3 2015, les Alpes-Maritimes comptent 1 340 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 74 % dans le secteur non marchand), soit 139 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 9 907 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T3 2015, soit 1 091 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 115 901 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T3 2015, soit 17 708 de plus qu'un an auparavant.

Contrats de génération

Aides à l'embauche en contrat de génération

	T3 2015	T3 2014
Dép. 06	117	96
Paca	379	396
France métro.	4 656	6 053

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

Champ : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

Source : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T3 2015, dans les Alpes-Maritimes, 117 embauches en contrat de génération sont réalisées, soit 21 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 379 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T3 2015, soit 17 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 4 656 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T3 2015, soit 1 397 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

Stock des aides à l'embauche en contrat de génération

	T3 2015	T3 2014
Dép. 06	551	271
Paca	2 187	1 189
France métro.	33 151	19 677

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

Champ : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

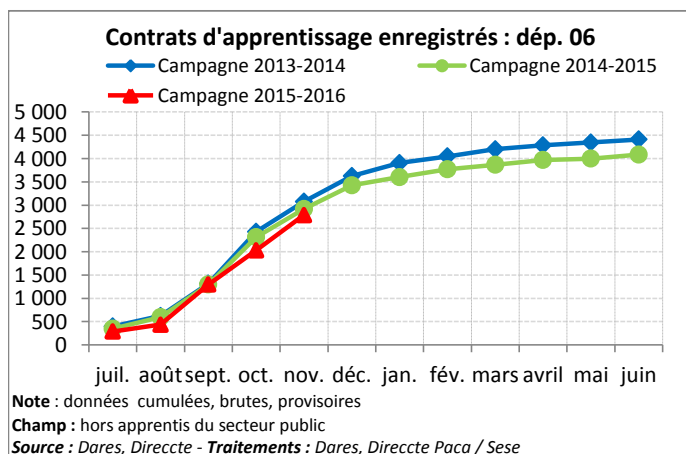
Source : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- A la fin du T3 2015, les Alpes-Maritimes comptabilisent 551 contrats de génération encore en cours, soit 280 de plus sur un an.

- En Paca, on comptabilise 2 187 contrats de génération encore en cours, soit 998 de plus sur un an.

- En France métropolitaine, on comptabilise 33 151 contrats de génération encore en cours, soit 13 474 de plus sur un an.

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juillet 2015 à novembre 2015, les Alpes-Maritimes enregistrent 2 788 contrats d'apprentissage, soit 132 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 13 791 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juillet 2015 à novembre 2015, soit 720 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 204 196 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juillet 2015 à novembre 2015, soit 3 812 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Contrats de professionnalisation

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont temporairement indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières (CVS) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

Définitions : Emploi

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee sont calculées sur le champ des secteurs marchands hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité, le Sese de la Direccte Paca a réaffecté les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentées dans cette synthèse sont différentes de celles publiées par l'Insee, qui classe l'intérim exclusivement dans le secteur des services marchands.

Pour effectuer cette réaffectation, le Sese a mis au point une méthode, inspirée de celle de la Direccte Nord-Pas-de-Calais, qui est explicitée dans l'encadré en page 3 de la Note de conjoncture n°2. Cette méthode consiste à désaisonnaliser, pour chaque secteur d'activité, les séries départementales du nombre de contrats intérimaires en cours en fin de mois à l'agence d'intérim produites par la Dares, puis pour chaque département, à calculer la part que représente chaque secteur dans le nombre total de contrats intérimaires en cours en fin de mois. Ces proportions sont ensuite appliquées à la série régionale d'intérim co-produite par l'Insee et la Dares. On obtient ainsi une série d'effectifs intérimaires corrigée des variations saisonnières, ventilée par secteur d'activité et par département, cohérente avec les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee. Les effectifs intérimaires au niveau de la région sont obtenus en sommant les effectifs départementaux. En ajoutant ces effectifs à ceux hors intérim diffusés par l'Insee, on obtient enfin une nouvelle série d'emploi salarié où chaque intérimaire est réaffecté à son secteur d'activité employeur. Ce sont ces données qui sont analysées dans la présente synthèse.

Attention : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion** (CUI) : entrés en vigueur le 1er janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans et plus et les bénéficiaires de minima sociaux. Ils se déclinent en deux volets : le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand, et le Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 8 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans des zones urbaines sensibles ou de revitalisation rurale. Créés en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **contrats de génération** : entrés en vigueur le 1er mars 2013, ces contrats sont issus d'un accord unanime des partenaires sociaux. Ils visent à faciliter l'insertion durable des jeunes, à favoriser l'embauche ou le maintien dans l'emploi des salariés âgés et à encourager la transmission des compétences et des savoir-faire. Ils sont applicables à tous les employeurs du secteur privé, ainsi qu'aux établissements publics à caractère industriel et commercial de 300 salariés et plus. Les entreprises de 300 salariés et plus ne bénéficient toutefois d'aucune aide.

- Les **contrats d'apprentissage** : ces contrats de travail, d'une durée maximale de 3 ans, ont pour but de donner une formation générale, théorique et pratique, à des jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, afin qu'ils obtiennent une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. Ils reposent sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en Centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

- Les **contrats de professionnalisation** : mis en place en 2005, ces contrats de travail, à durée déterminée ou indéterminée, permettent d'acquérir une qualification professionnelle reconnue par l'Etat ou la branche professionnelle, grâce à des périodes de formation théorique dispensée en centres de formation, ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation. Ils s'adressent à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, aux personnes ayant bénéficié d'un Contrat unique d'insertion, ainsi qu'aux bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

- [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)
- [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrice Russac

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr et Virginie Meyer virginie.meyer@direccte.gouv.fr